

Brésil : la coupe est pleine ! Solidarité avec celles et ceux qui luttent

Du 12 juin au 13 juillet, la Coupe du monde de football a lieu au Brésil. En 2016, les Jeux Olympiques seront organisés dans ce pays. Pour ces deux événements sportifs et commerciaux, des sommes colossales sont dépensées, alors que nombre de besoins essentiels de la population ne sont pas satisfaits, loin de là. Par ailleurs, la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) comme le Comité International Olympique (CIO) ont la détestable habitude de s'accommoder sans sourciller avec des régimes totalitaires. La FIFA, le CIO et les états qui les soutiennent, notamment en leur accordant d'importants fonds publics et en cautionnant, méprisent les populations qui vivent dans les pays où ils organisent ces compétitions sportives internationales : dépenses somptueuses, déplacements autoritaires de populations, répression, accompagnent souvent ces initiatives ; le Brésil n'y échappe pas.

Nous affirmons notre solidarité avec celles et ceux qui, au Brésil, refusent que la Coupe du monde de football soit le prétexte à de graves mesures, qui attaquent directement la population, particulièrement les plus pauvres et visent spécifiquement celles et ceux qui résistent et exigent le respect des droits fondamentaux :

Au Brésil comme ailleurs, les luttes et les libertés ne doivent pas disparaître pour cause de Coupe du monde de football !

- ➔ **Projet de loi étendant très dangereusement le possible recours aux mesures « antiterroristes »**
- ➔ **Interdiction et répression envers les manifestations.**
- ➔ **Campagnes diffamatoires envers celles et ceux qui s'opposent à la remise en cause des libertés.**
- ➔ **Occupation de favelas par des forces militaires et de police, qui prolonge les innombrables expulsions opérées pour les chantiers de la Coupe du monde et des JO de 2016. Plus de 170 000 familles ont été jetées à la rue !**
- ➔ **Organisation par les réseaux mafieux d'une prostitution à grande échelle dans toutes les villes où auront lieu les matchs, avec ce que cela implique en termes de violences et de négation des droits humains.**

Des organisations syndicales et des mouvements sociaux brésiliens organisent la résistance et refusent à juste titre d'y renoncer pour cause de Coupe du monde de football. « *L'argent parvient à la FIFA et aux entreprises. Nous voulons de l'argent pour la santé, l'éducation, le logement, les transports collectifs et la réforme agraire* », affirment-ils, et ils ont raison !

Une fois de plus, un « grand événement sportif », qui se traduit par des milliards de bénéfices (durant la Coupe mais aussi avant et après !) pour les multinationales de Construction, de Médias, de Commerce, etc., est le prétexte à de graves attaques contre les travailleurs et les travailleuses, contre les populations les plus pauvres, contre les libertés de tous et toutes.

L'été dernier, de gigantesques manifestations dans de nombreuses villes brésiliennes ont mis en lumière les problèmes sociaux que connaît ce pays ; des grèves ont lieu chaque jour et d'importants mouvements récents montrent que les travailleurs et les travailleuses ne tairont pas leurs légitimes revendications durant la Coupe du monde, les mouvements de sans-terre luttent sans relâche pour la survie de millions de personnes, d'autres combattent pour le droit au logement tandis que l'armée détruit les bidonvilles sans se soucier le moins du monde des habitant-es, de nouvelles manifestations de masse se font jour, des expériences autogestionnaires de réappropriation de terres, de moyens de production et de lieux de vie sont menées... Nous sommes solidaires : leur lutte est notre lutte !



Nous organisons des rassemblements de soutien le 12 juin, jour de l'ouverture de la Coupe du monde mais aussi d'importantes manifestations de rues au Brésil ; à Paris, nous nous rassemblerons à proximité de l'ambassade du Brésil.

Nos organisations décident également de mener ensemble une campagne d'information sur la situation sociale et des Droits de l'Homme au Brésil, par des actions de popularisation (bulletin d'informations, réunions publiques, tournois de football, ...)

Premières organisations signataires : AITEC/IPAM, Alternative Libertaire, ATTAC, CNT, CNT-SO, Droit Au Logement, Emancipation, Ensemble, France Amérique latine NPA, No-Vox, Sortir du colonialisme, **Union syndicale Solidaires**, ...

Turquie : des centaines de morts ; un crime, pas un accident !

A la suite d'une exposition à 400 mètres sous le sol dans une mine de charbon de Soma, exploitée par l'entreprise Soma kömürleri A.S., il y a eu des centaines de morts. 232 morts, plus de 80 blessés graves, recensés le lendemain mais il restait alors encore environ 200 mineurs sous le sol. La responsabilité de ce massacre incombe au gouvernement et au patronat. Nous reproduisons ici un communiqué de l'association DIDF qui, avec d'autres organisations, a organisé des rassemblements de protestation en France, le 16 mai.

Les larmes de crocodile du gouvernement. Le gouvernement a décrété 3 jours de deuil national. Le premier ministre et le Président de la République ont annulé leurs rendez-vous et de nombreux ministres se sont rendus dans cette ville où il y a eu ces massacres. Mais rien de tout cela ne peut les disculper, car ils portent la responsabilité première et doivent rendre de compte devant le peuple. En effet, **nous n'avons pas oublié que le premier ministre avait affirmé publiquement lors des précédents « accidents » provoquant la mort de plusieurs mineurs que « la mort fait partie du destin du mineur ».** Mais ce n'est pas tout, il y a à peine 20 jours, les députés de trois autres formations parlementaires (CHP, MHP et BDP) avaient proposé la création d'une « commission parlementaire » pour enquêter sur les accidents des mines si récurrents dans ce pays. Or, le gouvernement et les parlementaires de AKP ont refusé cette proposition. Le député de HDP, L. Tüzel avait posé des questions sur ces sujets aux ministres concernés, mais ces derniers avaient affirmé simplement que les mines faisaient l'objet des contrôles réguliers. Cette mine avait justement été contrôlée en janvier. Dans un pays où le gouvernement et les ministres de la majorité sont si empêtrés dans les affaires de corruptions, voici le résultat de ces contrôles.... près de 250 morts.

Ces massacres sont le résultat des politiques de la privatisation et du néolibéralisme. Cette mine de Soma avait été privatisée il y a quelque temps et son inauguration avait même été réalisée par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et le ministre du Travail et des Sécurités sociales Taner Yıldız. Ce dernier dans son discours avait affirmé sans aucune vergogne que cette mine est « la mine la plus sécurisée de l'Europe ». Voici le résultat de cette sécurité.



Le propriétaire de la mine a déclaré fièrement il y a quelques mois que les frais de la production avaient chuté de 60 %. En effet, le travail ne « coûtait » pas autant à ce patron, car il avait licencié de dizaines d'ouvriers, notamment les plus âgés, c'est-à-dire les plus expérimentés, les nouveaux recrutés étaient non seulement moins bien payés, mais aussi moins expérimentés, et avait recours massivement à la sous-traitance. Ces ouvriers ne pouvaient se syndiquer au risque de se faire licencier immédiatement, ni profiter d'un minimum de sécurité et des droits les plus élémentaires des travailleurs. Précisons qu'un des ouvriers tués, brûlés vifs, n'avait que... 15 ans. Si les frais de la production ont chuté de 60%, c'est aussi parce que le patron avait choisi de ne pas investir pour garantir un minimum de sécurité. Telle est la logique de la recherche permanente du profit maximum. On baisse toutes les dépenses, les salaires des ouvriers afin de garantir le profit maximum. C'est ainsi que ces massacres se préparaient peu à peu depuis plusieurs mois.

Protestons le gouvernement AKP. Nous appelons tous les démocrates, toutes les personnes qui luttent pour un monde meilleur, toutes les organisations qui luttent pour le droit et les libertés des travailleurs et des salariés à exprimer leurs indignations et leurs colères contre ce gouvernement réactionnaire, pour qui la vie des travailleurs n'a aucune valeur. Mais il convient également dénoncer les politiques néolibérales qui ne visent qu'accroître les profits du patronat. www.didf-jeunes.fr

Iran : solidarité des syndicats français

Depuis plusieurs années, nos organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, soutiennent ensemble vos combats pour la défense de vos droits et de vos libertés. **Nous savons dans quelles conditions vous menez cette lutte, la répression très forte qui est exercée par le pouvoir iranien, et les conditions de travail et de vie très difficiles pour le peuple iranien.** Le droit de constituer librement des organisations syndicales et de s'associer dans des organisations représentant les travailleuses et les travailleurs qui soient réellement indépendantes, sont des aspirations légitimes et pleinement reconnues par le droit international. Nous soutenons votre exigence que l'Etat iranien s'y soumette enfin !

Nous condamnons les licenciements abusifs, les emprisonnements et pressions judiciaires dont sont victimes celles et ceux qui défendent leurs droits fondamentaux et exigent la liberté syndicale. En particulier, nous menons actuellement des campagnes en soutien à Reza Shahabi et Shahrokh Zamani ; nous œuvrons pour la libération sans conditions de tous les syndicalistes emprisonnés et continuerons à faire connaître tous les cas de répression, afin de contribuer à faire cesser ces situations inacceptables. A l'occasion du Premier mai, journée internationale de solidarité ouvrière, nous vous renouvelons notre soutien sans faille dans l'éprouvant combat que vous menez pour la liberté de toutes et tous, la dignité des travailleuses et des travailleurs et le respect des Droits de l'Homme.



**Soirée de soutien
aux travailleurs iraniens**
شب همبستگی با کارگران ایران

Conférence
گفتارنویس: «سندیکالیسم، وضعیت تشدید شده استقلال کارگران در ایران و شرایط کار در ایران»
بحث و گفتگو با نمایان کارگران ایران و فرانسه
« Le syndicalisme, la situation des organisations
et les conditions de travail en Iran »

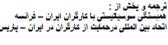
Organisée par
به دعوت سندیکاهای سن اف ای بی، سن ژت، ایف ایس او، سولیدیر، اونسا،
CFDT, CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA

Avec la participation de deux syndicalistes iraniens
با حضور دو سندیکالیست از فعالان کارگری ایران
دوشنبه 26 مه 2014
از ساعت شش و نیم تا نه و نیم بعد از ظهر

**Lundi 26 mai 2014
18H30 – 21H30**

**Bourse du Travail – Salle Jean Jaurès
3, rue du Château d'Eau
Paris 10ème
(Métro: République)**

* Interventions des représentants des syndicats français
* Débat avec la participation des syndicalistes iraniens
* Film, musique persane,
* Buffet

ترجمه و تنظیم: 
همبستگی و همبستگی با کارگران ایران - فرانسه
اتحاد بین المللی برحمتی از کارگران در ایران - پاریس

Entrée libre

Algérie : des salariés de *Lafarge* en grève de la faim depuis le 9 mars

Face à la suppression d'un tiers de salariés et de surcharge de travail au site *Lafarge Oggaz* en Algérie en quelques années, et aux promesses non tenues par la direction, en novembre 2013, les travailleurs désignent des délégués syndicaux pour des négociations. Suite à une manifestation dans l'usine, 17 salariés ont été licenciés par *Lafarge*. L'entreprise les a attaqués en justice, leur reprochant d'avoir « interdit l'accès de l'usine aux employés désireux de travailler » et « mis en danger l'intégrité des installations industrielles ». Ces plaintes ont été déboutées par la justice algérienne qui a innocenté les grévistes. **La direction de leur syndicat, l'UGTA (Union Générale des Travailleurs Algériens), au lieu de soutenir les salariés, dissout l'union locale et retire ainsi la protection légale des représentants syndicaux.**



Les salariés licenciés ont entamé depuis le 9 mars, une grève de la faim pour obtenir leur réintégration, le paiement des salaires et primes depuis leur licenciement, le retrait des plaintes déposées par *Lafarge* contre eux, l'engagement de *Lafarge* de respecter les droits des travailleurs reconnus par la constitution algérienne, le droit de se syndiquer librement, la prise en charge par *Lafarge* des soins médicaux des travailleurs en grève de la faim.

Lafarge poursuit les pressions et menaces de sanctions sur les salariés qui se solidariseront avec les grévistes. Des actions de la part des familles des grévistes et des organisations algériennes continuent de s'organiser suite à l'appel à solidarité des grévistes de *Lafarge*. Relayant cet appel, un comité de solidarité aux grévistes vient d'être créé en France, lieu du siège social de cette multinationale, qui s'appuie sur le suisse *HOLCIM* pour constituer le leader mondial du ciment. Il est nécessaire et possible ici de faire plier *Lafarge*, entreprise néocoloniale qui affiche des bénéfices-records !

www.facebook.com/comitesolidaritegrevistelafarge?fref=ts

Mexique : halte à la guerre contre les communautés zapatistes !

Plusieurs organisations [Alternative Libertaire, Collectif Grains de sable, Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte (CSPCL), Compagnie Tamerantong, Espoir Chiapas, Fédération anarchiste, Fédération SUD éducation, Les trois passants, Secrétariat internationale de la CNT, Union syndicale Solidaires] lancent appel aux associations, collectifs, individus, à signer et à faire signer cette lettre collective de solidarité (chiapas@solidaires.org)

Le 1^{er} janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'Aléna (Accord de libre-échange nord-américain), les sans-terre, les sans-voix, les « oublié-e-s de toujours » que sont les Indien-nes, occupent au cri de « **ya basta !** » (ça suffit !) plusieurs villes du Chiapas, État riche en ressources, où la population est la plus pauvre du Mexique. L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) apparaît publiquement pour la première fois et, avec elle, tou-tes les Indien-ne-s en lutte déclarent la guerre pour la dignité, la justice et la démocratie, ainsi que la reconnaissance de leurs droits et de leur culture. Le feu et la parole qui ont surgi de la forêt Lacandone ont offert une alternative au capitalisme.

Tout au long de ces vingt années, des groupes, collectifs, organisations, syndicats et individus très divers ont accompagné et soutenu chacune et chacun à sa façon leur cheminement... tout au long de ces années nous ne les avons pas oublié-es ! **Face aux zapatistes, le pouvoir, à tous les niveaux, a toujours répondu par la répression, la violence et les assassinats.** Il se sert de ses militaires et paramilitaires pour mener cette guerre. **Mais les zapatistes restent fermes et continuent à construire leur autonomie pacifiquement, sans chercher à prendre le pouvoir, sur la base d'assemblées communautaires, s'organisant en communes autonomes.** De nombreuses réalisations pour la mise en place d'une autonomie durable voient le jour – écoles, cliniques, coopératives, transports, agriculture, artisanat – dans une région où la plupart des paysan-nes sont privé-es des services de base.



Le 2 mai 2014, des groupes paramilitaires ont attaqué le *caracol* de La Realidad, siège du Conseil de bon gouvernement zapatiste de la région. **Le bilan de cette attaque se solde par la destruction d'une clinique et d'une école autonome, par plusieurs blessés par balle dans une lâche embuscade et l'assassinat de Galeano.** Il a été clairement ciblé pour son rôle dans l'organisation de la Petite École (Escuelita) qui symbolise la nouvelle initiative zapatiste internationale et nationale. Cette attaque est d'une telle gravité que le Conseil de bon gouvernement, représentation civile des communautés zapatistes de la région, a fait appel à l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Le commandement de l'EZLN a répondu positivement à l'appel du Conseil et est chargé par celui-ci de faire face à la situation créée par cette attaque.

Un coup porté contre l'un-e d'entre nous est un coup porté contre tou-tes ! Justice pour Galeano ! Halte à la guerre contre les communautés zapatistes ! Solidarité avec les zapatistes !

<http://cspcl.ouvaton.org>

Egypte : triste Premier mai en cette année 2014

Le gazon et les fleurs ont bien repoussés sur la place Tahrir, débarrassée depuis longtemps des sit-iners et de leurs tentes. **Pas la trace d'un-e seul-e manifestant-e, activité désormais passible d'emprisonnement.** Le bruit des klaxons remplace celui des slogans, de la musique, des lance-grenades et des sirènes d'ambulances. Les flics ont remis leurs tenues impeccablement blanches, et règlent tranquillement une circulation fluide en ce jour férié. Dans les cafés alentours, l'odeur des lacrymos a laissé la place à la fumée des chichas. Les interminables travaux sur la place Tahrir continuent de faire semblant d'avancer.

A proximité de Tahrir, la carcasse noircie du siège du PND et l'état du bâtiment de l'Institut français continuent néanmoins à rappeler qu'un dictateur issu de l'armée avait été destitué en janvier 2011. Des rues menant à des bâtiments officiels continuent à être bloquées par d'énormes blocs de béton face auxquels des centaines de jeunes avaient été tués ou blessés, comme le rappellent les fresques peintes le long du bâtiment de l'Université américaine du Caire. Afin de ne pas trop

perturber la circulation, un de ces barrages permanent a été pragmatiquement remplacé par un lourd portail métallique pouvant être à tout moment refermé.

A Suez, deux jours plus tôt, les salariés du port en lutte se sont pris des lacrymos et des tirs de chevrotines. Ils étaient en sit-in le lendemain dans l'entreprise et à l'extérieur de celle-ci. Un syndicaliste égyptien déconseillait fortement de s'approcher sous peine d'être arrêté comme « espion étranger ».

Dans les rues, les seuls calicots politiques sont désormais ceux à la gloire de Sissi, le futur imperator. Quant au Mouvement du 6 avril, qui avait été un des principaux initiateurs de la révolution de janvier 2011, il a été dissous trois jours avant le 1^{er} mai. Au Caire, la seule action syndicale a été, en fin de journée, une réunion d'environ 200 personnes dans un vieux théâtre dégingué. Des militant-es ont notamment défilé à la tribune pour parler en 5 minutes des luttes qu'ils avaient récemment menées, au milieu du bruit permanent de la salle.

Pérou : Conga no va ni ahora ni nunca ; Non à la répression !



Mxima Acuña de Chaupe vit depuis 24 ans sur ses terres à Tragadero Grande, Sorocucho, dans la région de Cajamarca au Pérou. En 2011, l'entreprise minière *Yanacocha* a voulu acheter ses terres, qui se situent au centre de la zone où elle entend exploiter une mine à ciel ouvert, le projet Conga. Ce projet menace l'eau, l'environnement et le mode de vie des habitants de la région. **Lorsque Mxima a refusé de vendre ses terres, une campagne d'intimidation et de violence a été orchestrée contre elle et sa famille.** L'entreprise a ainsi intenté un procès à Mxima Acuña de Chaupe pour « usurpation de terre », gagné en première instance par l'entreprise. Cette décision a cependant été cassée en seconde instance par la Cour Suprême de Justice de Cajamarca. Le procès est toujours en cours.

Au cours de ce premier trimestre, les intimidations et tentatives d'expulsion par la force se sont intensifiées. Le 6 mai, Mxima et six autres personnes, dont trois journalistes, ont été arrêtés et détenus pendant plus de 3 heures. Ces derniers étaient venus constater les conditions de vie de la famille Chaupe, mais les forces de police et les employés de Yanacocha leur ont interdit l'accès à la ferme de Mxima, violant le droit à la libre-circulation et à l'information. L'Union syndicale Solidaires est intervenue auprès de l'ambassadrice du Pérou en France pour protester et réaffirmer notre soutien à la population de Cajamarca.

La population de Cajamarca est engagée dans une mobilisation pacifique et massive contre le projet Conga depuis maintenant trois ans, mais elle sévèrement réprimée par les forces de l'ordre péruviennes. Mxima Acuña de Chaupe, membre de « l'Association de femmes en défense de la vie » et de « l'Union latino-américaine de femmes », en est devenue le symbole. Après une série de rencontres à Bruxelles et à Genève, elle est à Paris pour recueillir un soutien international et sensibiliser l'opinion publique sur cette lutte ; une rencontre est organisée au siège de l'Union syndicale Solidaires.

Colombie : caravane pour la paix et la conquête de la démocratie

Du 21 avril au 3 mai, la « *Caravana Global por la paz y la conquista de la democracia en Colombia* » a parcouru le ce pays où les assassinats de syndicalistes sont courants, où le peuple subit une exploitation féroce, où les narcotrafiquants font régner la terreur, où le gouvernement laisse faire, voire soutient nombre de ces actions inacceptables. **Des délégations internationales, dont un représentant de l'Union syndicale Solidaires, étaient aux côtés des militant-es syndicaux et associatifs de Colombie.** Un mémoire a été publié, résumant les témoignages des délégations qui se sont déplacées sur les régions de Cali, Bugalagrande, Medellin, Santa Marta, Barrancabermeja et Bogota. www.sinaltrainal.org

Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : www.solidaires.org/article12420.html